

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES BESOINS

MOBILIER DE RANGEMENT POUR BUREAU FERMÉ

1. Portée

1.1. Objective

La Division des services de l'approvisionnement de la Cité Parlementaire a l'intention d'établir plusieurs offres à commandes pour une variété de biens commerciaux et articles ménagers pour sa clientèle parlementaire dont la Direction générale de la Cité Parlementaire (DGCP), la Chambre des communes, le Sénat et la Bibliothèque du Parlement (la Bibliothèque). Cet énoncé des besoins comprend une description pour la fourniture, livraison et l'installation et les services liés aux produits pour ce qui suit :

Mobilier de rangement pour bureau fermé

1.2. Contexte

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) est responsable de l'acquisition de composants de bâtiment, notamment des biens commerciaux et articles ménagers, dans le cadre du processus général de remise en état de la Cité Parlementaire. Afin de réaliser des économies d'échelle et d'établir des points communs avec les biens disponibles pour la clientèle parlementaire de SPAC, à savoir la Chambre des communes, le Sénat et la Bibliothèque du Parlement, une méthode d'approvisionnement à long terme est requise.

1.3. Terminologie

Placage de bois d'ingénierie / placage de bois de sciage à double trait / placage de bois reconstitué.

Les placages de bois d'ingénierie sont découpés à partir d'espèces renouvelables plus douces et à croissance rapide. Ce placage est teint dans des cuves, séché et collé ensemble en blocs façonnés sous formes diverses et il sera ensuite redécoupé et recollé, selon le modèle désiré. Le produit fini peut émuler le grain naturel du bois comme la tranché sur dosse « cathédrale », le bois à fil droit tranché sur quartier, le nœud recouvert ou une autre forme. Des motifs géométriques de fantaisie peuvent même être créés.

Système de gestion par activité : stratégie visant à offrir aux travailleurs la possibilité de choisir des cadres pour diverses activités. Les travailleurs peuvent choisir de travailler dans un cadre ou dans un cadre collaboratif désigné adapté à leurs activités. Les espaces sont créés pour des travaux précis, des réunions imprévues ou du travail en collaboration.

2. Documents applicables ou de référence

Pièce jointe 1 - Spécification du produit

Pièce jointe 2 - Liste des exigences minimales des produits

3. Besoin

- 3.1 Le ou les offrants doivent fournir, livrer et installer le mobilier de rangement pour bureau fermé suivant pendant une durée précisée dans la convention d'offre à commandes. Le type et la quantité des biens doivent être déterminés au moment de la commande subséquente. Les spécifications techniques, y compris les exigences relatives aux essais, à l'environnement et à la garantie applicables à chaque bien sont mentionnées ci-dessous.

- Poste de travail en forme de L pour bureau fermé et variations des éléments de rangement autoportant
 - Bureau individuel autoportant à hauteur réglable
 - Bureau fixe individuel autoportant à hauteur réglable
 - Bureau fixe individuel autoportant à panneau de fond 3/4 de la hauteur
 - Bureau fixe individuel autoportant à panneau de fond 3/4 de la hauteur – pieds en métal
- 3.2 Tous les composants doivent être livrés et installés dans divers locaux, appartenant au gouvernement ou loués par ce dernier, occupés par la Chambre des communes, le Sénat ou la Bibliothèque du Parlement, lesquels sont situés sur la Colline du Parlement, mais incluant des bâtiments à l'extérieur de la Colline du Parlement.
- 3.3 La livraison et l'installation du (des) composant (s) peuvent être effectuées par étapes, dans un délai spécifié. De plus, la livraison des biens peut faire l'objet de protocoles de sécurité précis dans une installation de numérisation située dans la région de la capitale nationale, et ce, avant la livraison vers la destination finale.
- 3.4 Les plans d'accès, d'étage et (ou) d'emplacement pour l'installation des composants seront fournis au moment de la commande, le cas échéant.
- 3.5 L'offrant, lorsqu'il reçoit une commande subséquente en vertu de la présente offre à commandes, doit fournir des produits neufs comme indiqué dans sa convention d'offre à commandes et toutes les annexes.
- 3.6 L'offrant, lorsqu'il reçoit une commande subséquente en vertu de la présente offre à commandes, doit fournir un chargé de compte et un superviseur des travaux sur place sans frais supplémentaires. Consulter la section 7 ci-dessous pour connaître les responsabilités individuelles.

4. Calendrier

- 4.1 Tous les composants doivent être livrés et installés à l'intérieur d'un délai ou avant une date précise, comme indiqué dans la commande subséquente.
- 4.2 Le cas échéant, la livraison et l'installation seront planifiées en fonction de l'achèvement de la construction et de l'aménagement. Le chargé de projet confirmera la date et l'heure de livraison définitives avant une date précise. Le calendrier de livraison doit tenir compte des contraintes liées au site et au quai de chargement, au volume de livraisons, aux protocoles de sécurité supplémentaires et aux ressources limitées relativement aux évaluations et aux approbations.

5. Tâches et responsabilités de l'entrepreneur

5.1 Spécifications du produit

- 5.1.1 Les produits fournis doivent être conformes aux spécifications techniques contenues dans le document des Spécifications techniques de la pièce jointe 1 à l'annexe A.
- 5.1.2 Les produits fournis doivent être tous de la même série et provenir du même fabricant, à l'exception des casiers, des accessoires, des tableaux blancs et de l'éclairage à DEL qui doivent provenir du même fabricant, mais qui peuvent être de séries différentes. Consulter les pièces jointes 1 et 2 à l'annexe A pour une description détaillée des exigences relatives aux accessoires, aux tableaux blancs et à l'éclairage à DEL. In addition, L'offrant doit pouvoir fournir tous les produits dans la même série d'un même fabricant pendant toute la durée de l'offre à commandes.
- 5.1.3 L'offrant doit fournir, au minimum, les produits indiqués dans la pièce jointe 2 à l'annexe A – Liste des exigences minimales relatives aux produits.

5.1.4 Les produits fournis doivent inclure tous les composants de soutien nécessaires (p. ex. les garnitures, les connecteurs, les supports, les fixations murales, les accessoires de couverture électrique, etc.) pour permettre les configurations, le cas échéant.

5.1.5 L'offrant doit fournir les produits dans les finis précisés dans la section Spécifications du produit ci-dessous.

5.2 Dessins d'atelier (le cas échéant)

5.2.1 Lors de la commande subséquente à l'offre à commandes, l'offrant doit soumettre des dessins d'atelier avant la fabrication, sauf indications contraires. Ils doivent être soumis avec un calendrier qui indique les dates des jalons pour les dessins d'atelier, ainsi que le temps de fabrication estimé.

5.2.2 Le terme « dessins d'atelier » désigne les dessins, les dessins au trait 3D, les diagrammes et les illustrations que doit fournir l'offrant pour illustrer les détails d'une partie des travaux. Par exemple, des dessins au trait 3D de chaque élément type pour le projet spécifique.

5.2.3 Le responsable technique disposera de sept (7) jours ouvrables pour examiner chaque présentation.

5.2.4 L'offrant doit apporter aux dessins d'atelier les modifications qui sont demandées par le responsable technique en conformité avec les exigences. Au moment de soumettre les dessins de nouveau, il doit aviser par écrit le responsable technique de toute modification qui a pu être apportée en sus des changements demandés.

5.3 Inspection sur place et documentation

5.3.1 À la suite d'une commande subséquente à l'offre à commandes, l'offrant doit effectuer une inspection de l'état du site dans la ou les zones ou sur le ou les étages visés par le contrat. L'accès aux zones/étages doit être coordonné avec le chargé de projet. Les inspections doivent avoir lieu au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la commande subséquente.

5.3.2 À l'aide de l'information tirée de l'inspection ou des inspections de l'état du site, ainsi que de la convention de l'offre à commandes de l'offrant, ce dernier doit, au plus tard dix (10) jours ouvrables suivant la date de l'inspection, préparer et livrer au chargé de projet sans frais supplémentaires pour le Canada, des dessins d'installation provisoires complets pour les zones/étages inspectés.

5.3.3 Les dessins d'installation provisoires doivent illustrer au moins ce qui suit :

- i) l'ensemble du mobilier (y compris la taille et les dimensions);
- ii) l'emplacement du mobilier et les dimensions importantes nécessaires pour assurer la conformité avec les codes, les normes et les règlements applicables;
- iii) les numéros des postes de travail et des pièces;
- iv) les indications sur les cloisonnettes ou panneaux électriques et non électriques;
- v) les indications des emplacements des poteaux électriques ou des emplacements d'alimentation de base;
- vi) les prises électriques;
- vii) les symboles de télécommunication et de données;
- viii) les exigences relatives aux appareils d'éclairage;
- ix) les écarts par rapport aux plans d'étage d'origine (le cas échéant) avec les justifications.

5.3.4 Si, en raison des conditions des lieux, il faut découper des cloisons ou des plans de travail, le chargé de projet doit être avisé par écrit avant que ces détails ne soient incorporés aux dessins d'installation.

5.3.5 Si le chargé de projet est satisfait de la documentation exigée ci-dessus, ainsi que des dessins d'atelier requis et approuvés, il fournira à l'offrant l'autorisation écrite d'aller de l'avant avec la fourniture, la livraison et l'installation des biens. Les produits à livrer dans le cadre de ce processus incluront au minimum les éléments suivants :

- i) les dessins d'installation définitifs;
- ii) la liste de composants définitive;
- iii) le plan d'étage définitif;
- iv) les dessins d'atelier définitifs comme indiqué à la section 5.2.

5.3.6 Le chargé de projet doit accepter les révisions et approuver la liste de la mise à jour des installations et des composants avant la fabrication.

5.4 Livraison

5.4.1 L'offrant, lorsqu'il reçoit une commande subséquente en vertu de l'offre à commandes, doit livrer les produits conformément aux instructions de livraison précisées dans la commande subséquente.

5.4.2 Le Canada n'acceptera aucune responsabilité pour tout envoi excédant la quantité commandée et précisée dans la commande subséquente.

5.4.3 L'adresse de livraison finale et les instructions spécifiques de livraison seront déterminées lors de la commande subséquente.

5.4.4 Les cas échéant, des restrictions relatives au camion pour le quai de chargement (hauteur, poids, longueur) seront fournies lors de la commande subséquente. Il est recommandé qu'un signaleur soit présent à l'arrivée au quai de chargement pour vérifier s'il y a suffisamment d'espace pour permettre au camion de manœuvrer.

5.4.5 S'il y a lieu, des restrictions concernant les monte-charges (dimensions intérieures) seront fournies lors de la commande subséquente.

5.4.6 L'offrant doit joindre un bordereau de marchandises lors de toutes les livraisons, en indiquant clairement les renseignements ci-dessous. Le bordereau de marchandises sera aussi exigé dans la cadre de la procédure relative aux installations de numérisation.

- i) date;
- ii) titre et numéro du bon de commande;
- iii) nom et adresse de l'entrepreneur et du distributeur;
- iv) description des articles, y compris les numéros de code de tous les produits;
- v) quantité totale d'articles livrés;
- vi) quantité totale d'articles livrés à ce jour par rapport aux quantités qu'il reste à livrer (le cas échéant).

5.4.7 Les livreurs ne pourront pas manœuvrer ou positionner le contenu de leur véhicule une fois que celui-ci sera au lieu de livraison. Les articles à livrer doivent être placés dans le véhicule de manière à être les premiers accessibles.

5.4.8 L'extérieur de l'immeuble ne doit jamais servir de lieu de ramassage ou de livraison, sauf approbation écrite par le chargé de projet avant la livraison.

5.4.9 Il faut vérifier que tous les composants à livrer sont inclus avant la livraison à l'installation de numérisation afin d'assurer une livraison ponctuelle et unique au site. Les produits doivent aussi être vérifiés après la livraison au site du projet afin de confirmer que le matériel requis pour l'installation figure sur le bordereau de livraison ou de marchandises. Il n'y aura aucuns frais pour

le Canada pour toute livraison ou procédure de numérisation supplémentaire et tout délai supplémentaire pour l'installation en raison d'articles oubliés.

5.5 Exigence de l'installation de numérisation (le cas échéant)

5.5.1 Les livraisons doivent être conformes à certains protocoles de sécurité, ce qui signifie que tous les biens doivent être numérisés hors site avant d'être livrés à l'adresse finale, sauf indication contraire. Les biens doivent être livrés à une installation de numérisation dans la région d'Ottawa où ils seront déchargés par une équipe de l'installation de numérisation, numérisés et replacés dans le camion afin d'être livrés au site. Les biens doivent être emballés de manière à faciliter la procédure c.-à-d. emballés sur des palettes dans la mesure du possible).

5.5.2 La livraison à l'installation de numérisation doit se faire en respectant les heures d'ouverture suivantes :

- i) Du lundi au jeudi de 7 h 30 à 15 h 30
- ii) Les vendredis de 7 h 30 à 14 h 30

5.5.3 Les produits qui se trouvent à l'intérieur du camion lors de la livraison à l'installation de numérisation doivent uniquement comprendre le ou les produits commandés, ainsi que lors de la livraison à l'emplacement final, au risque de voir l'installation de numérisation ou la sécurité du site de livraison finale refuser la livraison.

5.5.4 Une fois que le produit est remplacé dans le camion par l'équipe de l'installation de numérisation, le responsable technique fournira au camion dédié une étiquette de verrouillage numérique. Veuillez noter que les fourgonnettes de livraison ne sont pas acceptées. Les camions doivent pouvoir être scellés grâce à une étiquette de verrouillage.

5.5.5 Pour les grosses livraisons (ou le chargement complet du camion) :

- i) le camion de l'offrant doit être chargé de manière à permettre l'accès à tous les biens;
- ii) le camion de l'offrant doit être dédié aux biens commandés;
- iii) les biens seront numérisés (pas de déchargement);
- iv) le responsable technique fournira le sceau et scellera le camion dédié de l'entrepreneur avec une étiquette de verrouillage numérique;
- v) à l'arrivée à l'adresse de livraison, le chargé de projet vérifiera et confirmera que le sceau est toujours intact et qu'il n'a pas été altéré. Si le sceau a été altéré ou retiré, le responsable technique a le droit de refuser la livraison au complet.

5.5.6 L'exigence de l'installation de numérisation, au besoin, sera déterminée dans les modalités de la commande subséquente et n'entraînera aucuns frais supplémentaires pour le Canada.

5.6 Installation

5.6.1 Nonobstant la clause relative aux conditions générales de l'inspection et l'acceptation des travaux, l'offrant, lorsqu'il obtient des commandes subséquentes en vertu de l'offre à commandes, doit fournir, au minimum, tous les services ci-dessous pour les produits fournis.

5.6.2 Le niveau de service minimal exigé est décrit en détail ci-après :

- i) inspecter le produit avant l'expédition, retirer toutes les pièces qui ne respectent pas les normes acceptables;
- ii) livrer le produit aux endroits d'accès au bâtiment désignés;
- iii) déballer les produits;
- iv) inspecter les produits et vérifier s'ils ne sont pas endommagés;
- v) installer les produits conformément aux spécifications du fabricant;

- vi) s'il y a lieu, installer tous les accessoires qui doivent être fournis avec le mobilier (notamment les garnitures et les passe-câbles);
 - vii) voir à ce que tous les produits fonctionnent correctement (p. ex. essayer les mécanismes de serrure, régler les cales, etc.);
 - viii) effectuer des réparations ou des ajustements mineurs au besoin;
 - ix) niveler le mobilier et les autres composants, le cas échéant;
 - x) retoucher toutes les petites entailles et égratignures sur les produits qui peuvent avoir été causées par l'installation;
 - xi) nettoyer les produits après leur installation;
 - xii) nettoyer la zone de travail, récupérer le matériel d'emballage et retirer tout ce qui a été utilisé pour la livraison et l'installation (notamment les palettes, les débris métalliques, le carton, le plastique et tout autre matériau d'emballage) et effectuer une vérification avec les responsables techniques et chargés de projet pour déceler les défauts et les corriger au besoin. Déposer tous les déchets dans le contenant désigné à cet effet au quai de chargement, ou selon les instructions du chargé de projet.
- 5.6.3 Le site de livraison final peut être considéré comme un chantier de construction. L'installation sera effectuée conformément à la section 11.1 Heures de service ci-dessous. Le chargé de projet établira l'horaire des installations. Des renseignements sur les conditions du site, l'activité en dehors des heures de travail, ainsi que les restrictions applicables à ces heures seront fournis lors de la commande subséquente, s'il y a lieu.
- 5.6.4 Si l'offrant doit travailler en dehors des heures normales de travail, il devra possiblement obtenir un « permis de travail en dehors des heures normales de travail », et il pourrait devoir se conformer à toutes les exigences du plan de santé et de sécurité et de protection de l'environnement propre au projet fourni par le directeur des travaux (le cas échéant).
- 5.6.5 Il doit y avoir un superviseur désigné sur place lorsque les installateurs effectuent leur travail. Le superviseur du site est tenu d'obtenir des autorisations d'accès aux lieux conformément aux exigences de sécurité de la commande subséquente. Il est également responsable du personnel de livraison sur place et doit communiquer avec le chargé de projet, au besoin. Les instructions relatives au site et les directives sur les responsabilités du superviseur du site, le cas échéant, seront fournies lors de la commande subséquente.
- 5.6.6 L'examen des dessins d'installation par les responsables techniques et les chargés de projet a pour seul but de vérifier s'ils sont conformes à la conception détaillée. L'examen des dessins d'installations ne dégage nullement l'offrant de sa responsabilité quant aux erreurs ou aux omissions dans les dessins d'installation.
- 5.7 Procédures d'inspection et de correction des lacunes après installation**
- 5.7.1 Lorsque des commandes subséquentes lui seront attribuées dans le cadre de l'offre à commandes, l'offrant devra se conformer aux procédures ci-dessous.
- 5.7.2 L'offrant doit avertir le chargé de projet de la fin de l'installation. L'avis doit être donné au plus tard un jour ouvrable suivant la fin de l'installation.
- 5.7.3 Le chargé de projet a la responsabilité d'organiser la première inspection sommaire avec l'offrant.
- 5.7.4 L'inspection sommaire doit être faite au plus tard trois (3) jours ouvrables après l'installation, à moins qu'un autre délai ne soit confirmé par le chargé de projet.
- 5.7.5 Si le contrat prévoit une installation par étapes, l'inspection sommaire doit avoir lieu au plus tard dans les trois (3) jours ouvrables suivant l'achèvement de chaque étape, à moins qu'un autre délai ne soit confirmé par le chargé de projet.

- 5.7.6 Le chargé de projet doit dresser, en collaboration avec l'offrant, la liste des lacunes qui décrit tous les problèmes dans toutes les zones d'installation.
- 5.7.7 Le chargé de projet doit transmettre a liste des lacunes à l'offrant.
- 5.7.8 Dans les trois (3) jours ouvrables qui suivent la réception de la liste des lacunes, l'offrant doit effectuer tous les travaux mineurs et apporter tous les ajustements pour lesquels aucune nouvelle pièce n'est nécessaire, à moins qu'un autre délai ne soit confirmé par le chargé de projet. En ce qui concerne toutes les autres lacunes indiquées sur la liste, l'offrant doit soumettre au chargé de projet, dans les quatorze (14) ouvrables suivant la réception de la liste, un plan d'action correctif comprenant les dates de livraison et d'achèvement à respecter, qui ne doivent pas dépasser les soixante (60) jours civils suivant la date de soumission de ce plan. Le chargé de projet peut demander que les correctifs soient apportés dans un délai plus court, ce que l'offrant peut accepter, si cela est possible, le chargé de projet peut également accepter, à sa discrétion, un délai plus long.
- 5.7.9 L'offrant doit aviser le chargé de projet lorsque toutes les lacunes ont été comblées. Si le chargé de projet est satisfait des correctifs apportés, il doit fournir à l'offrant une approbation définitive avec signature indiquant que toutes les lacunes ont été comblées.

5.8 Réunions

- 5.8.1 L'offrant devra rencontrer les responsables techniques, les chargés de projet et (ou) les responsables de l'offre à commandes, ainsi que d'autres intervenants, à moins d'indication contraire indiquée dans la commande subséquente. Ces réunions ont pour but, notamment, de :
- i) discuter des problèmes ou des préoccupations qui ont été soulevés et fixer des délais pour y remédier;
 - ii) fournir à l'offrant un préavis de tous les achats en masse à venir;
 - iii) donner au responsable technique et au chargé de projet un préavis concernant tout changement dans les spécifications, la conception ou les options;
 - iv) discuter de la convention d'offre à commandes et (ou) des modalités des commandes subséquentes qui en découlent, notamment, la livraison, l'installation et la planification.

6. Programme de gestion des biens (le cas échéant)

- 6.1 Les produits fournis peuvent faire l'objet d'un système d'inventaire des biens.
- 6.2 L'offrant doit reconnaître et utiliser les numéros d'inventaire des biens existants associés aux produits et, au besoin, inclure les numéros de suivi à leur processus de commande.

7. Personnel de l'offrant

- 7.1 L'offrant désignera un chargé de compte qui sera responsable, entre autres, de ce qui suit : le service à la clientèle, la formation, les demandes relatives aux commandes, la gestion globale des demandes d'installation, les demandes de réparation et de remplacement, la coordination des livraisons, les problèmes associés, notamment, à la garantie, aux défauts, à la livraison et aux installations.
- 7.2 L'offrant désignera un superviseur du site, à la suite d'une commande dans le cadre de l'offre à commandes, qui sera responsable, entre autres, de ce qui suit : gérer les demandes d'installation, assurer la direction de l'équipe d'installation et offrir de la formation sur place au besoin, régler les problèmes d'installation et corriger les défauts.

8. Séances de formation sur place

- 8.1 À la demande du responsable technique, l'offrant fournira, sans frais supplémentaires, au moins trois (3) séances de formation en groupe sur place, dans les deux langues officielles, par année pour toute la durée de l'offre à commandes. Ces séances comprendront :
- i) une démonstration de la façon de faire fonctionner et d'ajuster le produit;
 - ii) de la documentation bilingue portant sur les caractéristiques du produit.
- 8.2 Le responsable technique communiquera avec l'offrant pour faire une demande de séances de formation.
- 8.3 L'offrant fournira au responsable technique une copie électronique de la documentation relative aux séances de formation dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande de formation.
- 8.4 L'offrant confirmera la disponibilité des présentateurs dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la réception de la demande de formation.

9. Services liés au produit

L'offrant doit fournir les services liés au produit suivants au fur et à mesure des besoins, et conformément à la commande subséquente et à la convention d'offre à commandes.

9.1 Services de reconfiguration Services

La reconfiguration consiste à redispenser des produits existants en fonction des exigences d'un ou plusieurs espaces de travail existants. Le responsable technique fournira à l'offrant une disposition ou des exigences détaillées pour le réaménagement du ou des espaces de travail. Les exigences détaillées peuvent découler, par exemple, d'une évaluation ergonomique ou d'autres facteurs et peuvent inclure une hauteur précise d'une surface de travail, l'emplacement d'un clavier ou d'un bras de support d'écran. Il pourrait aussi s'agir de reconfigurer des postes de travail existants afin d'offrir une disposition différente ou accueillir plus d'utilisateurs dans un même espace, etc.

9.2 Inventaire et évaluation des biens existants

Ces services consistent à déterminer et (ou) à évaluer l'état des biens existants et à fournir un rapport comprenant un ou plusieurs des éléments suivants :

- i) indication du fabricant, du modèle et des numéros de série;
- ii) indication du type (p. ex. surfaces de travail, bureaux, classeurs, etc.), des finis et des couleurs,
- iii) nombre et tailles;
- iv) effectuer l'évaluation de l'état des biens existants;
- v) effectuer l'évaluation de l'état des systèmes électriques existants, le cas échéant;
- vi) fournir un dessin de la disposition des biens existants (p. ex. le mobilier);
- vii) les dessins relatifs à la disposition des biens commerciaux et des articles ménagers existants (p. ex. le mobilier) doivent inclure l'identification de l'emplacement existant, le nom de l'utilisateur ou le numéro du poste de travail, le cas échéant;
- viii) la documentation associée aux services mentionnés ci-dessus doit être lisible et en format modifiable comme demandé par le responsable technique ou le chargé de projet, et être dans la langue officielle de choix indiqué.

9.3 Services d'entreposage

Les offrants doivent pouvoir offrir des services d'entreposage disponible pour tous les biens indiqués dans une commande subséquente. L'installation d'entreposage doit être disponible dans un environnement approprié au bien offert afin d'assurer qu'aucun dommage ne se produise au cours de sa période d'entreposage, si jamais le site du projet n'était pas prêt pour l'installation. Les services d'entreposage doivent être indiqués sur une facturation hebdomadaire et mensuelle.

10. Problèmes de rendement

- 10.1 L'offrant rencontrera le responsable technique, le chargé de projet et les responsables de l'offre à commandes pour cerner clairement les problèmes de rendement et en discuter, déterminer les mesures correctives ou de réparation qui seront prises pour corriger et éviter la répétition de ces problèmes, et obtenir le plan de rectification de l'offrant afin de prendre les mesures correctives nécessaires dans un délai déterminé.
- 10.2 La réunion annuelle sera également l'occasion d'aborder les modifications, les substitutions de produits et les ajouts se rapprochant des soumissions existantes de l'offrant, le cas échéant.

11. Environnement opérationnel**11.1 Heures de service**

- 11.1.1 La livraison, l'installation et les services liés aux produits, à l'exception des services d'entreposage, seront menés pendant les heures normales de travail et (ou) en dehors des heures normales, telles que définies ci-dessous.
- 11.1.2 L'expression « pendant les heures normales de travail » signifie entre 8 h et 17 h,
i) du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés du gouvernement fédéral.
- 11.1.3 L'expression « en dehors des heures normales de travail » signifie :
i) entre 17 h et 8 h, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés du gouvernement fédéral;
ii) en tout temps les jours fériés du gouvernement fédéral;
iii) en tout temps le samedi et le dimanche.
- 11.1.4 Les livraisons et l'inspection doivent être effectuées seulement durant les heures de travail indiquées dans les Instructions particulières.

12. Entretien

- 12.1 Sur demande, l'offrant doit présenter dans un délai de dix (10) jours ouvrables et dans les deux langues officielles, sans frais supplémentaires, les instructions pour les procédures de réparation et d'entretien recommandées pour tous les produits fournis.

13. Contraintes

- 13.1 Il existe des exigences de sécurité pendant et avant la livraison et l'installation des composants, lesquelles s'appliquent aussi au personnel de l'entrepreneur.
- 13.2 Dans certains cas, l'adresse de livraison peut être en période de construction. Les zones de livraison et d'installation sont désignées comme étant des chantiers de construction.
- 13.3 Un quai de chargement peut être disponible ou non dans un bâtiment. La taille maximale relative aux camions de livraison sera fournie lors de la commande subséquente. Les livreurs ne pourront pas manœuvrer le contenu de leur véhicule une fois que celui-ci sera au quai de chargement.
- 13.4 Les monte-charges peuvent être ou ne pas être disponibles pour le transport des produits vers les étages cibles. Les dimensions du monte-charge seront fournies lors de la commande subséquente. Dans la mesure du possible, les conditions d'utilisation du monte-charge seront coordonnées avec le chargé de projet.

14. Langue de travail et produits livrables

- 14.1 L'offrant doit pouvoir communiquer dans les deux langues officielles (anglais et français).
- 14.2 Tous les produits livrables, c'est-à-dire les rapports, peuvent être exigés dans les deux langues officielles, le français et l'anglais, sauf indication contraire.

15. Directives de chantier

L'offrant doit se conformer à tous les directives spécifiques au chantier fournies avec la commande subséquente de l'offre à commandes, le cas échéant.

16. Garantie

- 16.1 Tous les composants offerts doivent être garantis conformément aux conditions générales, aux spécifications de rendement obligatoires ou à la garantie courante du fabricant, la plus longue période étant retenue, et ce, à compter de la date finale d'acceptation des composants.
- 16.2 L'offrant doit fournir un plan pour le règlement des problèmes de garantie. Ce plan doit clairement définir ce qui constitue un remplacement ou une réparation, et préciser les délais de service ainsi que tout coût connexe.

17. Santé et sécurité

- 17.1 Selon le cas, jusqu'à la date d'achèvement substantiel de l'immeuble de base, le directeur des travaux assume le rôle de « constructeur », tel qu'il est défini dans la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (LSST) et son règlement afférent, relativement aux projets de construction. En outre, il est entièrement responsable du respect de la LSST dans tous les aspects du projet.
- 17.2 L'offrant doit se conformer à la politique et aux procédures de santé et de sécurité du directeur des travaux.
- 17.3 Le directeur des travaux pourrait offrir un cours d'orientation du chantier à tous les employés de l'offrant qui doivent accéder au lieu de travail.
- 17.4 Tous les employés qui accèdent au chantier (au-delà des entrées de livraison) doivent posséder des cartes en règle attestant qu'ils ont suivi une formation sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT et les techniques de base de protection contre les chutes. Le directeur des travaux fera des copies des cartes de formation lors du cours d'orientation sur le chantier.
- 17.5 Le directeur des travaux doit respecter et faire respecter les exigences :
- i) de la partie 8, Mesures de sécurité aux abords des chantiers, du Code national du bâtiment du Canada 2015, ainsi que les règlements provinciaux relatifs aux projets de construction;
 - ii) du rapport sur les substances désignées;
 - iii) du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manutention et l'élimination des matières dangereuses, ainsi que l'étiquetage et la fourniture de fiches signalétiques reconnues par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (Programme du travail).

18. Qualifications de l'offrant et du personnel de l'offrant

- 18.1 L'offrant doit posséder au moins une (1) année d'expérience dans la fourniture, la livraison et l'installation du ou des produits offerts.

- 18.2 Le ou les fabricants fabricant du ou des produits offerts doivent posséder au moins cinq (5) années d'expérience dans la fabrication de meubles, d'accessoires fixes et d'équipement.
- 18.3 L'Offrant doit désigner un chargé de compte et un superviseur du site et ces deux fonctions ne peuvent être assumées par la même personne.
- 18.4 Le chargé de compte doit posséder au moins cinq (5) années d'expérience dans la détermination, la vente et la coordination d'installations relativement aux types de composants concernés et au fabricant particulier.
- 18.5 Le superviseur du site de l'offrant doit posséder au moins cinq (5) années d'expérience relativement aux types de produits installés.
- 18.6 L'entreprise chargée de l'installation doit être certifiée par le fabricant pour l'installation et le fonctionnement appropriés du ou des produits avant la livraison du ou des produits au site de livraison finale.